Recommandations des aviseurs légaux en regard de la confidentialité du processus

- Le conseil municipal a pris acte de la demande formelle transmise le 28 juillet 2025 au Mouvement citoyen ASJ et un avis des aviseurs légaux a été requis par le conseil municipal en regard de la divulgation de renseignements pouvant être effectués et du processus décisionnel qui sont au cœur de cette demande;
- Avant d'exposer davantage les aspects légaux, un rappel du contexte du processus apparaît nécessaire :
 - La Municipalité a décidé de mettre en place un processus neutre et indépendant, empreinte de toute influence externe et ce, dans l'objectif d'éclairer le conseil municipal, lequel détient le pouvoir décisionnel et ce, pour prendre la meilleure décision en fonction de l'intérêt public de l'ensemble de sa population;
 - La Municipalité est consciente du fardeau fiscal de ses citoyens et souhaite revoir la formule de gestion de la station de ski pour en atténuer l'impact pour l'avenir;
 - Elle est tout de même soucieuse de s'assurer que la nouvelle formule de gestion à être choisie au terme du processus considère le maintien et le développement du volet communautaire. Un des critères d'évaluation divulgué dans le cadre d'une résolution antérieure du conseil le prévoyait.
 - Le conseil municipal a eu à plusieurs occasions, entre autres dans le cadre des séances du conseil, d'entendre et de connaître les préoccupations de la population en regard de la gestion de la station du Mont-Édouard.
 - Enfin, le conseil municipal a choisi de confier l'analyse des propositions à être soumises à un comité aviseur externe composé de membres ayant le détachement, l'indépendance, la neutralité et les compétences requises pour faire des recommandations au conseil

municipal pour la prise de décision. Par ailleurs, la Municipalité est également accompagnée de professionnels dans ce dossier que ce soit en évaluation d'actifs, finances et comptabilité et au niveau légal.

- En ce sens, nos aviseurs légaux nous ont confirmé que l'instance décisionnelle en regard de la gestion du Mont-Édouard est le conseil municipal. Également, il n'y a aucune disposition dans les Lois municipales qui exige que le choix du proposant ou que les négociations avec le proposant retenu fassent l'objet d'une consultation publique. Qui plus est, aucune municipalité au Québec ne procède à la négociation d'entente contractuelle publiquement ou encore en consultation avec la population.
- En regard des demandes se rapportant à la publication intégrale des propositions reçues, ces propositions contiennent des renseignements financier, commercial et technique de nature confidentielle fourni par des tiers, en ce sens, la Municipalité ne peut les fournir sans leur consentement et ce, en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. La Municipalité ne peut donc d'emblée fournir ces documents, une demande d'accès à l'information doit être formulée et un avis au tiers, transmis. Si la Municipalité procède tel que proposé, elle s'expose à des sanctions pénales en vertu de cette Loi;
- Par ailleurs, le processus décisionnel en lien avec la gestion du Mont-Édouard n'étant pas complété et les négociations avec le proposant qui sera retenu devant se tenir au courant des prochaines semaines, la Municipalité est en droit de maintenir confidentiel tous documents en lien avec ce processus, y compris les propositions et le rapport du comité aviseur en regard de l'analyse des propositions. La *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* reconnaît que les organismes publics, tel que les municipalités, peuvent refuser de divulguer des documents pour éviter de faire perdre à l'organisme sa compétitivité ou encore de révéler des stratégies de négociation ou en entraver la tenue;
- Cela étant dit, le conseil municipal a néanmoins décidé de prendre des résolutions pour lever la confidentialité de l'identité des membres du comité aviseur et pour divulguer certaines informations en regard du projet des deux proposant encore en lice et ce, avec leur consentement.

- Au regard de la négociation des ententes contractuelles à intervenir avec le proposant retenu, une résolution pour former un comité de négociation sera adopté à la séance du 11 août prochain.